

# Le hirak marque une nouvelle année de lutte pacifique

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Foot/ Dettes des clubs professionnels

### La FAF évoque «une baisse très sensible»

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5013 - Dimanche 23 février 2020 - Prix : 10 DA

Education nationale

## Mise en garde contre les appels à protestation via les réseaux sociaux

### Ennahda, la hantise du recul

Par Mohamed Habili

**L**es difficultés, et autres oppositions, ayant été surmontées au bout de plusieurs mois de tractations, la Tunisie sera vraisemblablement bientôt pourvue d'un gouvernement, alors même qu'il semblait peu auparavant que la balance penchait plutôt vers la dissolution d'une Assemblée trop morcelée pour pouvoir offrir une majorité stable. On relèvera tout de même qu'à très peu de chose près, c'est le même gouvernement que le Premier ministre désigné Elyes Fakhfakh avait proposé dans un premier temps à la classe politique, et qu'Ennahda avait repoussé alléguant qu'il n'était pas un gouvernement d'union nationale, qui va solliciter la confiance de l'Assemblée, avec cette fois-ci beaucoup de chance de l'obtenir. Dans l'intervalle, le parti dirigé par Rached Ghannouchi n'a amélioré sa part dans cette équipe que d'un seul portefeuille, et il n'est pas de souveraineté. Des six ministères techniques qui lui furent d'abord attribués, elle est passée à sept, voilà tout ce qu'il avait fallu lui concéder pour la ramener à de meilleurs sentiments. La péripétie montre bien qu'elle faisait auparavant dans la gesticulation, qu'en réalité elle ne craignait rien tant que de devoir retourner devant les électeurs. Quant à l'autre condition qu'elle avait posée à son ralliement, à savoir la nécessaire intégration de Qalb Tounes dans le gouvernement, elle semble l'avoir complètement oubliée.

Suite en page 3

Foncier industriel, lutte contre le discours de haine et autres dossiers à l'ordre du jour

## Tebboune préside aujourd'hui une réunion du Conseil des ministres



Ph.E. Soraya/J. A.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, préside aujourd'hui une réunion périodique du Conseil des ministres dont l'ordre du jour comprend nombre de dossiers concernant plusieurs secteurs. Lire page 2

Commerce extérieur

### Forte hausse des exportations de ciment

Du diwan, du rock et du blues, une fusion harmonieuse

### Spectacle de Hasna El Becharia à Ibn Zeydoun

## Ressources en eau Berraki réunit demain les responsables centraux et locaux du secteur

**LE MINISTRE** des Ressources en eau, Arezki Berraki, présidera demain lundi, une rencontre nationale des responsables centraux et locaux de son secteur, ainsi que les gestionnaires des établissements exploitants chargés du service public de l'eau, a indiqué, hier, un communiqué du ministère. L'ordre du jour de cette rencontre, qui aura lieu au centre de formation de l'Algérienne des eaux (ADE) de Cherarba (Alger), sera consacré à la mise œuvre de la feuille de route du secteur pour l'année 2020, a précisé la même source. Ce document-programme est dérivé du plan d'action du gouvernement adopté récemment par les deux chambres parlementaires, pour traduire les engagements pris par le président de la République et ses instructions lors de la rencontre gouvernement-Walis, a-t-on souligné. Cette rencontre des cadres du secteur de l'eau abordera un certain nombre d'actions inscrites à l'agenda de ce dernier pour l'année 2020, avec l'objectif principal d'*«améliorer le service public de l'eau et de garantir l'accès à l'eau partout en Algérie et pour tous les Algériens»*, explique le document, ajoutant *«qu'il s'agit, corrélativement, de prendre en charge de manière appropriée les doléances des usagers»*. A cette occasion, le ministre fera part de ses attentes et de sa méthodologie de travail. Il s'agira, notamment, de fixer des objectifs et définir des indicateurs de performance individuelle et collective concernant, entre autres, l'amélioration du rendement des réseaux par la lutte *«sans merci»* contre les pertes d'eau et les piquages illicites, note le communiqué. Cette action permettra de récupérer des volumes conséquents constituant une ressource additionnelle *«précieuse»* en ces temps de pluviométrie défavorable, est-il estimé. Il s'agit aussi d'examiner le dispositif mis en place pour assurer de bonnes conditions d'approvisionnement en eau potable durant le mois sacré du ramadhan et durant la saison estivale, *«en veillant à éliminer les dysfonctionnements constatés précédemment»*. Les opérateurs du service public de l'eau seront appelés, à cette occasion, à mobiliser tous les moyens d'intervention nécessaires, à renforcer les astreintes, redéployer les effectifs selon les besoins et planifier les congés annuels, de sorte à disposer d'une présence optimale des responsables et personnels opérationnels, pour assurer la continuité du service public.

M. L.

Foncier industriel, lutte contre le discours de haine et autres dossiers à l'ordre du jour

# Tebboune préside aujourd'hui une réunion du Conseil des ministres

■ Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, préside aujourd'hui une réunion périodique du Conseil des ministres dont l'ordre du jour comprend nombre de dossiers concernant plusieurs secteurs.

Par Louiza Ait Ramdane

Lors de cette réunion, le Conseil examinera *«plusieurs dossiers inhérents au projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre la discrimination et le discours de haine, à l'état du foncier industriel et à la gestion des zones industrielles, aux perspectives de relance et de développement des activités culturelles, de la production culturelle et de l'industrie cinématographique, aux jeunes et aux sports ainsi qu'au tourisme et à l'artisanat»*, a indiqué, hier, un communiqué de la Présidence de la République. Ainsi, le gouvernement est en train de préparer de nouveaux textes juridiques destinés à assainir et rationaliser la gestion du foncier industriel. Ces textes permettront de définir les modalités d'octroi et de gestion des assiettes foncières destinées aux projets d'investissement, selon le ministre de l'Industrie et des Mines, Ferhat Aït Ali Brahim. Il sera également question, selon le ministre, de créer de nouvelles zones en fonction des moyens disponibles et des besoins de développement de chaque région. La gestion des zones industrielles fera elle aussi l'objet d'une révision à travers l'association des opérateurs privés qui y activent. Le ministre a fait également état du lancement de la révision de tous les textes afin de trouver de plus grandes garanties pour les investisseurs locaux, les protéger et réduire l'intervention de l'administration dans l'acte d'investissement. Pour le ministre, l'encadrement juridique actuel figure parmi les principaux obstacles à l'investissement car il renforce les phénomènes de la bureaucratie, de la corruption et des investissements fictifs, au détriment du véritable investissement. Par



Ph.D.R.

ailleurs, il a appelé à déployer davantage d'efforts pour valoriser les ressources minières et relancer les activités de prospection dans ce domaine.

Aussi, un avant-projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre la discrimination et le discours de haine a été présenté auparavant par le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Belkacem Zeghmati, lors d'une réunion du gouvernement. Ce projet de texte, qui compte 48 articles, considère comme discrimination *«toute distinction fondée sur le sexe, la race, la couleur, l'ascendance, l'origine nationale ou ethnique, la langue ou l'appartenance géographique»*. Le même projet comporte également un volet préventif en prévoyant l'élaboration d'une stratégie nationale de prévention de la discrimination et du discours de haine. Il s'agit, à travers l'élaboration de ce texte de loi, de *«faire face à ceux qui exploitent la liberté et le caractère pacifique du Hirak (mouvement populaire) pour brandir des*

*slogans portant atteinte à la cohésion nationale»*. Ainsi, le gouvernement appelle tout un chacun à *«se conformer à la Constitution et aux lois de la République, notamment le respect des constantes de la Nation et ses valeurs, les principales composantes de l'identité et de l'unité nationales ainsi que les symboles de l'Etat et du peuple»*.

Lors de la réunion du Conseil des ministres, il est question d'examiner également le développement des activités culturelles, de la production culturelle et de l'industrie cinématographique. Un créneau que le gouvernement compte relancer. Ainsi, lors de son précédent discours, le président de la République a estimé nécessaire de dédier aux artistes des espaces à même de valoriser la profession et promouvoir son rôle, en veillant au développement de l'industrie cinématographique qui favorise l'émergence des talents. Il s'agit également d'engager une réflexion sur la possibilité de promouvoir la for-

mation artistique et culturelle afin d'encourager les talents, de renouveler les élites et d'accorder des avantages fiscaux pour le développement de la production culturelle, cinématographique et intellectuelle, outre la prise en charge de la situation sociale de l'artiste.

Le gouvernement accorde aussi une importance au développement du secteur du tourisme dans l'objectif d'en faire un des vecteurs essentiels du nouveau modèle économique national pour une sortie définitive de la dépendance aux hydrocarbures. Aussi, le programme du président de la République accorde une importance particulière aux jeunes, ces derniers sont appelés à contribuer au renforcement de la stabilité du pays et son développement économique.

Le Conseil des ministres examinera également un exposé sur *«la stratégie de communication gouvernementale»*, ajoute la Présidence de la République.

L. A. R.

## Education nationale

### Mise en garde contre les appels à protestation via les réseaux sociaux

Déplorant les appels à la protestation lancés par les syndicats du secteur sur les réseaux sociaux, le ministère de l'Education nationale a réaffirmé *«l'intérêt accordé à l'amélioration des conditions socioprofessionnelles des travailleurs du secteur, toutes catégories confondues, et à la satisfaction de leurs revendications légitimes exprimées dans le respect des lois de la République»*.

Estimant que le dialogue était *«le seul moyen»* pour établir la sérénité et le calme au sein du secteur, le ministère de l'Education nationale, dans un communiqué rendu public avant-hier, a en effet déploré les appels lancés (par les syndicats) sur les réseaux sociaux

pour enclencher des mouvements de protestation *«sans aucun respect de la législation, de la réglementation en vigueur et des lois de la République»*. Aussi, a-t-il exhorté toutes les parties concernées à *«faire preuve de prudence et de vigilance face à ces appels tendancieux et à ne pas les suivre»*, d'autant qu'ils *«ne reposent sur aucun cadre juridique autorisé, outre leur non-respect des procédures et obligations juridiques prévues dans le règlement général et les statuts y afférents»*.

Contacté à ce sujet, Meziiane Meriane, Coordinateur national du Snapest (Syndicat national autonome des professeurs d'enseignement secondaire et

technique), estimera qu'en effet *«un appel anonyme demeure toujours une source dangereuse qui peut exploiter la sincérité des enseignants à d'autres fins»*. Selon lui, *«les enseignants peuvent aller dans le sens de leurs revendications légitimes, alors que la source peut aller dans le sens opposé, par exemple idéologique»*. *«Maintenant, poursuivra-t-il, le problème est dans le manque de communication de la part de la tutelle. On néglige cela jusqu'à ça devienne ingérable»*. *«Il fallait dire la vérité aux enseignants du primaire et non faire des promesses»*, a-t-il martelé. Pour rappel, c'est à la suite d'un appel lancé sur Facebook par la Coordination des enseignants du primaire que ces der-

niers ont tenu un mouvement de protestation lundi dernier au niveau de la place des Martyrs.

Par ailleurs, dans son communiqué, le ministère de l'Education nationale, soulignant avoir examiné avec *«un grand soin»* les préoccupations des personnels du secteur, en œuvrant *«sans relâche»*, à travers l'action de proximité menée par ses cadres au niveau local, à être *«à leur écoute et à prôner l'apaisement et la persuasion»*, précisera que le dialogue *«est à même de préserver l'intérêt de l'élève avant tout, ainsi que celui de l'enseignant et de tous les membres de la corporation de l'Education nationale»*.

Lynda Naili

— Exigeant le changement et «l'instauration d'un Etat de droit» —

# Le hirak marque une nouvelle année de lutte pacifique

La rue était noire de monde pour cette deuxième journée consécutive de célébration d'une année de mobilisation. En effet, des milliers d'Algériens ont investi les rues du centre-ville de la capitale pour entamer une deuxième année de hirak, avec la certitude que leur mouvement pacifique leur donnera gain de cause.

Par Thinhinene Khouchi

Comme prévu, une marée humaine a inondé les différentes rues de la capitale, donnant ainsi le coup d'envoi d'une nouvelle année de lutte contre les corrupteurs, de contestation contre tous ceux qui nuisent à l'Algérie. De la Grande Poste, passant par la rue Didouche-Mourad, femmes, hommes et enfants, en groupes, ont tenté de se rendre à la Présidence à El Mouradia, mais des camions et des cordons de police leur ont barré la route au niveau du siège du RCD. Après plus d'une heure de mobilisation devant le siège, et tentant de briser le cordon de sécurité déployé à ce niveau, les éléments de police n'ont pas hésité à arroser les manifestants avec les canons à eau pour les disperser. Au milieu d'un dispositif hors norme, les participants à cette nouvelle marche ont réitéré les revendications soulevées depuis le début du hirak, notamment «l'indépendance de l'Algérie», «l'instauration d'un Etat de droit et civil», «l'indépendance de la justice», «la liberté d'expression et des médias», «la levée des restrictions du droit au rassemblement dans l'espace public et de manifestation». Ils ont aussi réclamé «la transition démocratique négociée», «la réalisation



Ph. &gt; E. Sorayev, A.

de l'ouverture politique et de l'information», «la séparation des pouvoirs», «la réduction des prérogatives du président de la République», «l'amendement de la loi électorale», «la révision de toutes les lois adoptées durant l'année 2019 par le gouvernement intérimaire» ainsi que «la poursuite de la lutte et le jugement des têtes de la corruption». Brandissant des portraits de Tabbou et Boumala, les marcheurs ont appelé à la libération des détenus d'opinion qui sont toujours en prison. En outre, brandissant l'emblème national sous toutes les formes (cas-

quettes, écharpes, bracelets, grand drapeau...), les manifestants ont scandé «Djazayer houira dimocratya» (Algérie libre et démocratique), «yasskout el nidame» (à bas le pouvoir), «echaab yourid el istiklal» (le peuple veut l'indépendance), «kolna el issaba trouh, ya hna ya ntouma ! ntouma» (on a dit que la bande doit partir, soit c'est nous soit c'est vous). Ils ont également réaffirmé leur «attachement à l'unité nationale» et «à leur mouvement», scandant «makanch marche-arrière hata yetnahaw gaà» (pas de marche-arrière jusqu'au départ de tous).

Ils ont aussi exigé le «changement», «l'application des articles 7 et 8» et «la remise du pouvoir au peuple» ainsi que la «rupture avec l'ancien système». Dénonçant la lenteur de la justice algérienne à prendre en charge des affaires de corruption et ouvrir des enquêtes, les manifestants ont scandé «oh winek winek ya aadala» (où es-tu justice !). En outre, adressant un message au président de la République, les Algériens l'ont appelé à récupérer l'argent dilapidé, comme il l'a promis lors de sa campagne électorale.

T. K.

## Commerce extérieur

### Forte hausse des exportations de ciment

Les exportations algériennes du ciment ont dépassé 60 millions de dollars en 2019, enregistrant une hausse de plus de 141 %, par rapport à 2018, a appris l'APS auprès de la Direction des études et de la prospective des Douanes (DEPD). Les exportations des ciments hydrauliques, y compris le ciment non pulvérisé appelé «clinkers», ont connu une nette amélioration, passant de 25,16 millions de dollars en 2018 à 60,68 millions de dollars en 2019, soit une évolution de 141,2 %, dépassant ainsi les prévisions prévues par les pouvoirs publics en début de l'année dernière, précisée la même source. En effet, l'Algérie ambitionnait d'augmenter ses exportations de ciment à 500 millions de dollars, au cours des cinq prochaines années, selon les prévisions rendues publiques par le ministère de l'Industrie et des Mines. L'excédent dans la production du ciment devrait atteindre entre 10 et 15 millions de tonnes, ce qui permettra, de porter les exportations de ce matériau de

construction à 500 millions de dollars. Les prévisions pour 2020 tablent sur une capacité de production nationale de 40,6 millions de tonnes, répartie respectivement entre le Groupe public industriel des ciments d'Algérie (GICA, 20 millions de tonnes), Lafarge Holcim Algérie (11,1 millions de tonnes) et le reste des opérateurs privés (9,5 millions de tonnes). Les Douanes algériennes ont fait savoir que cinq produits exportés ont totalisé plus de 74,80 % des exportations hors hydrocarbures (EHH) l'année écoulée. Il s'agit des exportations des engrais minéraux ou chimiques azotés, des huiles et autres produits provenant de la distillation des goudrons de houille, de l'ammoniac anhydre, des sucres de canne ou de betterave et les phosphates de calcium naturels. Les exportations des engrais minéraux ou chimiques azotés, qui ont représenté plus de 31 % de la valeur globale des exportations hors hydrocarbures, ont atteint 801,26 millions de dollars en 2019, contre 948,30 millions

usd en 2018, enregistrant une baisse de 15,51 %, par rapport à 2018. Les ventes algériennes à l'étranger des huiles et autres produits provenant de la distillation des goudrons ont, quant à elles, totalisé 502,28 millions de dollars, en baisse de 24,07 %. Alors que les exportations de l'ammoniac anhydre ont engrangé 298,58 millions de dollars, reculant, également, de plus de 35 %. Par ailleurs, deux groupes sur les cinq principaux produits exportés hors hydrocarbures, qui sont pour la plupart des dérivés de l'industrie pétrolière, ont connu des variations haussières, à savoir les sucres et les phosphates. En effet, les exportations des sucres de canne et de betteraves ont augmenté de 11,52 % en 2019, pour atteindre près de 260,2 millions de dollars contre près de 233,3 millions usd en 2018. Enfin, la valeur des exportations des phosphates de calcium naturels ont totalisé 68,61 millions de dollars, en augmentation de 34,64 %, durant la même période de comparaison.

### Cinq opérateurs assurent près de 73 % des exportations

Les données statistiques des Douanes relèvent que les cinq plus grands exportateurs hors hydrocarbures, sur l'ensemble des 1 468 opérateurs qui actinent dans le domaine, ont réalisé à eux seuls plus de 72,69 % de la valeur globale de ces exportations en 2019.

Il s'agit principalement de ceux opérant dans les produits de l'urée, des solvants, de l'ammoniac et des sucres.

Pour rappel, les EHH, qui restent toujours marginales, ont représenté 7,20 % du volume global des exportations algériennes, pour atteindre 2,58 md de dollars, en baisse annuelle de 11,8 %. Ces faibles résultats ont incité les pouvoirs publics à faire de l'augmentation des EHH, un des défis majeurs de l'actuel quinquennat.

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, avait affirmé en janvier dernier que l'augmentation des EHH était l'un des défis

## LA QUESTION DU JOUR

### Ennahda, la hantise du recul

Suite de la page une

La formation de Nabil Karoui avait dès le départ, c'est-à-dire dès la désignation par Ennahda de Habib Jemli comme Premier ministre, annoncé qu'elle n'aspire pas à se trouver dans un gouvernement de coalition, qu'elle préférerait pour l'heure se situer dans l'opposition. Il est évident qu'elle n'a pas sur ce point changé d'avis tout juste parce que Jemli a été remplacé par Fakhfakh, qui pour ce qui le concerne ne doit rien aux partis, mais en revanche tout au président Saïed, qui l'a désigné. Cette attitude toute de constance semble indiquer que la perspective d'un retour aux urnes lui conviendrait assez, qu'en tout cas elle ne lui fait pas peur autant qu'à Ennahda. Dans une situation de blocage momentanée, comme celle que connaît actuellement la Tunisie, la position d'un parti par rapport à de nouvelles élections susceptibles de dégager une majorité franche dépend en premier lieu du score qu'il estime pouvoir en espérer. S'il a des raisons de croire qu'il en sortira plus fort, cette perspective, même si elle ne le réjouit pas au point de l'amener à travailler à sa concrétisation, ne le tétanise pas non plus. Et vice versa. Qalb Tounes est un tout jeune parti ; les dernières législatives ont été son baptême du feu, ce qui lui a plutôt réussi. Ces élections ont fait de lui le deuxième parti après l'ancienne Ennahda. Tout naturellement il est porté à penser qu'il fera mieux la prochaine fois, d'autant plus si l'occasion s'en présente rapidement. Il en est différemment d'Ennahda qui elle est hantée par le spectre de son déclin. Le pire pour elle ce serait de réaliser un score inférieur à celui du 6 octobre dernier, car alors la preuve serait faite qu'elle est effectivement sur le déclin, quand bien même elle conserverait son titre de première force politique. Cette crainte n'est à l'évidence pas ignorée des autres partis, ni non plus sans doute de Kais Saïed et de son Premier ministre, comme tend à le prouver le peu de concession qu'ils lui ont fait pour s'assurer de son vote en leur faveur.

M. H.

majeurs du quinquennat en cours, d'où la mise en place d'un ensemble de mécanismes visant leur promotion. «La plus grande bataille que doit livrer le département du Commerce durant le quinquennat 2020-2024 est l'augmentation du volume des exportations algériennes vers la région arabe et le continent africain», a-t-il déclaré lors du séminaire national sur les conditions d'exercice du commerce international (Incoterms 2020).

Tahar F.

Accidents de la route  
**10 morts  
et 48 blessés  
en 48 heures**

**DIX PERSONNES** sont mortes et 48 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la route, survenus ces dernières 48 heures, selon un bilan rendu public hier par les services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau des wilayas de Batna (2 morts et 7 blessés) suite à une collision entre trois véhicules légers au niveau de la Route nationale (RN) 31, commune et daïra de Tazoult, et de Khenchela (2 morts et 6 blessés) dans deux accidents distincts, dont le premier est survenu au niveau de la RN 88, commune d'Ansigha, et le deuxième au niveau de la commune d'El-Mahmal. Par ailleurs, les secours de la Protection civile des wilayas de Bordj Bou Arréridj, Mila, M'sila et Sétif, sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 12 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage à l'intérieur de leurs domiciles, indique la même source, déplorant la mort à Bordj Bou Arréridj d'une femme, âgée de 51 ans, décédée asphyxiée par une fuite de gaz à l'intérieur du domicile familial dans la commune d'Ain Taghrout. Concernant l'extinction d'incendies, les services de la Protection civile sont intervenus pour éteindre 7 incendies urbains et divers à travers les wilayas de Blida, Jijel, Bordj Bou Arréridj, Sidi Bel-Abbès, Souk Ahras, Ouargla et Illizi.

**Bouira : deux morts dans deux accidents de la route**

Deux personnes ont trouvé la mort hier dans deux accidents de la route survenus à Sour El Ghoulane (sud de Bouira) et à Guerrouma (ouest), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. Le premier accident a eu lieu sur la route nationale n° 8, au lieu-dit Tbakha à Sour El Ghoulane, lorsqu'un camion a heurté une petite fille de 12 ans. «La victime a rendu l'âme sur le coup et son corps a été transporté à l'hôpital de la ville de Sour El Ghoulane», a précisé à l'APS le chargé de la communication de la Protection civile, le sous-lieutenant Youcef Abdat. Un autre accident s'est produit sur le chemin de wilaya n° 93, au lieu-dit Ain Baida à Guerrouma, suite au dérapage d'un véhicule léger. «La voiture a dérapé avant de tomber dans un oued, causant la mort sur place d'un homme âgé de 60 ans et de graves blessures à son compagnon âgé de 66 ans», a expliqué le même responsable. **H. Y.**

## Pour encourager la production et limiter l'importation Industrie textile et cuir : impérative redynamisation de l'activité



■ *Le président de l'Association nationale des commerçants et artisans (Anca), Hadj Tahar Boulouar, a mis l'accent, mercredi à Alger, sur la redynamisation et l'encouragement impératifs de l'industrie locale du cuir et du textile pour contribuer aux efforts de limitation des importations et de création de postes d'emploi.*

Par Mahi Y.

Lors d'une rencontre, tenue au siège de l'Association avec l'organisateur du Salon

international du textile, du cuir et de l'habillement (Textstyle Expo), prévu du 25 au 27 février à Alger, et un membre de la Fédération nationale des travailleurs du textile et du cuir (FNITC), M. Boulouar a mis en avant l'impératif d'encourager la production locale des industries du cuir et du textile et d'accompagner les investisseurs dans ce domaine dans le but de réduire la facture d'importation.

M. Boulouar a tenu à préciser que la production nationale ne répondait pas actuellement aux besoins du marché local en termes d'habillement, de textile et de chaussures, ce qui nécessite la conjugaison des efforts pour encourager l'industrie locale dans ces domaines, générateurs de postes d'emploi.

Il existe près d'une cinquantaine d'entreprises seulement actives dans le domaine de l'industrie du cuir et du textile, impliquant ainsi la redynamisation de ce secteur qui jouit de grandes potentialités d'investissement mais demeurent inexploitées, a fait savoir le prési-

dent de l'Anca. Concernant l'importation, M. Boulouar a rappelé que la Chine était le premier fournisseur du marché algérien en tissus et en cuir, soulignant qu'après la propagation du coronavirus, depuis près de deux mois, l'activité commerciale extérieure avec ce pays a grandement reculé.

De son côté, le conseiller et membre de la FNITC, Amar Takdjout, a indiqué que le secteur du textile, cuir et habillement en Algérie, avait besoin «d'un nouveau souffle», ajoutant que cette activité vitale peut avoir un rôle économique important à jouer et contribuer efficacement à réduire la facture d'importation et à résorber le chômage.

Il a également appelé les entreprises économiques à s'organiser, à adhérer à la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci) et à se regrouper pour mener des concertations et chercher de nouveaux partenariats d'investissement.

L'Algérie consomme près de 90 millions paires de chaus-

sures par an, soit une moyenne de deux paires de chaussures pour chaque personne et 500 millions mètres de tissus par an, a-t-il fait observer. L'organisateur du salon «Textstyle Expo 2020», Bekouche Mohammed Amine, a fait savoir que, lors de cette édition, près de 53 entreprises chinoises seront absentes à cause du coronavirus qui continue à faire des victimes en Chine.

Près de 30 entreprises indiennes, 10 entreprises turques et d'autres représentant plusieurs pays du monde sont attendues à cette manifestation économique, en plus des entreprises algériennes publiques et privées, a expliqué le même responsable.

Cet évènement vise l'encouragement de l'industrie locale, la conclusion de partenariats et l'intensification des rencontres entre les opérateurs économiques dans le domaine du textile et du cuir, en vue de découvrir les dernières nouveautés dans ce domaine.

M. Y./APS

Articles/Prix

## L'OMC lance le Prix 2020 du meilleur article décerné à de jeunes économistes

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a lancé une invitation appelant les jeunes économistes à présenter des articles pour le Prix 2020 du meilleur article et ces articles devront être présentés d'ici au 8 juin 2020, annonce l'organisation sur le site web de l'OMC. Selon l'OMC, ce prix vise à encourager la réalisation de recherches approfondies sur la politique commerciale et la coopération internationale et à renforcer les liens entre l'OMC et les milieux universitaires. Le Prix de l'OMC du meilleur article, doté de 5 000 CHF, récompense chaque année l'auteur ou les auteurs du meilleur article. Dans le cas d'un article écrit en collaboration, ce montant sera réparti à parts égales entre les auteurs. L'article primé sera officiellement

annoncé à l'occasion de la conférence annuelle de l'European Trade Study Group, qui est la plus importante conférence spécialisée consacrée au commerce international. La cérémonie de remise du prix aura lieu du 10 au 12 septembre 2020 à Gand (Belgique). Un financement sera accordé au lauréat pour assister à la réunion. Un jury universitaire est chargé de sélectionner le meilleur article. Le jury est composé des personnes suivantes : Mme Beata Javorcik (professeure à l'Université d'Oxford), M. Robert Staiger (professeur au Dartmouth College), M. Alberto Trejos (professeur à l'INCAE Business School), M. Robert Koopman, Directeur de la Division de la recherche économique et des statistiques du Secrétariat de l'OMC, qui en fera aussi

partie d'office ainsi que Mme Roberta Piermartini (Cheffe de la Section de l'analyse des coûts du commerce, OMC) qui sera chargée de coordonner les travaux du jury de sélection. Selon l'OMC, l'article présenté doit porter sur des questions liées à la politique commerciale et à la coopération commerciale internationale. L'auteur ou les auteurs de l'article doivent être en possession d'un doctorat ou être inscrits en doctorat et, s'ils sont âgés de plus de 30 ans, ne doivent pas avoir soutenu leur thèse depuis plus de 2 ans. Dans le cas d'articles écrits en collaboration, tous les auteurs doivent satisfaire à cette condition. De plus, pour être admissible, l'article soumis au concours ne doit pas excéder 15 000 mots. **Yanis H.**

UE/Budget pluriannuel

# Pas d'accord entre les 27 après deux jours de sommet

■ Les 27 ne sont pas parvenus à trouver un compromis, vendredi, sur le futur budget pluriannuel de l'UE, à l'issue de deux jours de sommet à Bruxelles, a annoncé le président du Conseil européen, Charles Michel.

Par Salem K.

Aucune date n'a été avancée pour un nouveau sommet sur le nouveau budget de l'UE pour la période 2021-2027, signe des profondes divisions entre Etats membres. «Il n'a pas été possible de conclure un accord. Nous avons besoin de plus de temps», a déclaré Charles Michel, chargé par les Etats membres de mener ces négociations. Les tractations ont échoué en raison des divergences entre les pays les moins dépensiers (Danemark, Suède, Pays-Bas, Autriche) et un groupe d'une quinzaine de pays de l'est et du sud, dont l'Espagne, la Pologne et la Grèce, qui refusent des coupes, notamment dans la politique de cohésion (l'aide aux régions les moins développées). Un dernier compromis a été rejete

par l'ensemble des dirigeants vendredi après-midi, actant de l'échec des négociations, selon une source proche du dossier.

«On est arrivé à une situation de bloc contre bloc. C'est pour cela que ça a échoué», a expliqué cette source. La chancelière allemande Angela Merkel n'a pu que constater des «différences» encore «trop grandes pour arriver à un accord» sur un budget de l'ordre de mille milliards d'euros.

«C'est la démocratie (...) C'est une bonne tradition dans la démocratie que de discuter et débattre», s'est défendue la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Elle a jugé indispensable que «le travail se poursuive avec une grande vigueur pendant les semaines et les mois à venir». La France, préoccupée par un maintien du budget de la PAC (politique agricole commune), et l'Allemagne, les deux principaux contributeurs au budget depuis le départ des Britanniques, ont tenté, sans succès, de concilier les positions des uns et des autres au cours du sommet. Traditionnellement compliqué, cet exercice qui a lieu tous les sept ans est cette année rendu



encore plus difficile par le Brexit, le retrait du Royaume-Uni, le 2e contributeur de l'UE, ayant creusé un trou de 60 à 75 milliards d'euros.

S. K./APS

Sous l'effet de prises de bénéfices

## Les prix du pétrole en baisse

Les prix du pétrole ont légèrement baissé vendredi, les investisseurs empochant leurs gains après une dizaine de jours de convalescence pour les cours du brut. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril s'est établi à 58,50 dollars à Londres, en baisse de 1,4 % ou 81 cents par rapport à la clôture de jeudi. A New York, le baril américain de WTI pour avril, dont c'était le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, a perdu 0,9 % ou 50 cents, à 53,38 dollars. Les deux barils de référence, européen et américain, ont toutefois progressé sur la semaine, chacun d'un peu plus

de 2 %, et ont respectivement gagné aux alentours de 10 % et 8 % depuis une reprise amorcée le 10 février. Jeudi, le Brent a même touché sans le dépasser le seuil symbolique des 60 dollars le baril, un niveau qu'il n'avait plus atteint depuis le 29 janvier. Les cours du pétrole ont marqué une pause vendredi sous l'effet de prises de bénéfices, a estimé Craig Erlam, de Oanda. «La tendance haussière tirée ces derniers temps par un ralentissement de la propagation de l'épidémie de coronavirus en Chine est arrivée à sa fin», a-t-il ajouté. L'apparition de nouveaux cas de contamination au corona-

virus en Corée du Sud, en Iran, ainsi que dans des hôpitaux et prisons chinoises, a par ailleurs relancé vendredi les inquiétudes sur la propagation d'une épidémie qui a déjà fait plus de 2 200 morts. Par ailleurs, les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) se retrouvent dans deux semaines à Vienne pour s'accorder sur les mesures à même de soutenir les prix de l'or noir. «L'Opep+ (membres de l'Opep et leurs dix partenaires, ndr) doit aborder deux questions principales. D'une part, la prolongation des coupes au-delà du premier trimestre, d'autre part, des

coupes supplémentaires pour contrer le ralentissement de la demande lié à l'épidémie de coronavirus», a expliqué Harry Tchilingirian, de BNP. Les marchés ont également accueilli sans grand mouvement jeudi la publication hebdomadaire par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) des stocks de brut aux Etats-Unis, un jour plus tard que d'habitude en raison du lundi férié aux Etats-Unis. Lors de la semaine achevée le 14 février, les réserves commerciales de brut ont progressé de 400 000 barils, une hausse inférieure aux attentes des analystes.

Brésil

## Les exportations brésiliennes de café vers les pays arabes en hausse de 29 %

Les pays arabes ont importé 121 700 sacs de 60 kg de café en janvier, soit une hausse de 29,1 % par rapport au même de l'année dernière, selon le Conseil brésilien des exportateurs de café (Cecafé). Selon le Conseil, le chiffre d'affaires de ces ventes a atteint 13,7 millions USD en janvier (+ 20,17 % par rapport à janvier 2019). Sur une année, le Brésil n'a cependant exporté que 3,2 millions de sacs de café, en baisse de 7,2 % un an auparavant, pour une valeur de 438,14 millions de dollars. Le

prix moyen du sac de café était de 136,00 USD, en hausse de 1,7 % par rapport à l'année précédente, selon la même source. Le café arabica a représenté 83,2 % des exportations totales de café en janvier, avec 2,7 millions de sacs expédiés. Le café soluble a atteint 9,8 % des expéditions, à 315 300 sacs, en hausse de 29,8 %. Quant au café conilon (robusta), il représente 6,9 % des exportations, à 223 800 sacs, en hausse de 48,6 %. Les Etats-Unis et l'Allemagne restent les principaux acheteurs

du café brésilien, mais la Corée du Sud est entrée dans le top 10 pour la première fois. «Les résultats des exportations de café de janvier ont été excellents, en particulier en ce qui concerne la valeur en dollars par sac, qui était plus élevée qu'il y a un an, malgré la forte dépréciation du real», a déclaré le président de Cecafé, Nelson Carvalho, dans un communiqué de presse. Il a estimé que la demande du pays asiatique pourrait favoriser d'autres marchés comme la Chine. Au cours des sept pre-

miers mois de la campagne agricole 2019-2020, qui s'est déroulée de juillet 2019 à janvier 2020, le Brésil a expédié 23,5 millions de sacs de café, rapportant 2,9 milliards USD pour une moyenne de 126,84 USD le sac. Le rapport Cecafé de ce mois a également souligné les évolutions des ventes de café du Brésil aux Emirats arabes unis. De 2013 à 2019, le taux de croissance annuel était de 6,2 %. Rien qu'en 2019 le pays arabe a reçu 139 866 sacs de 60 kg de café brésilien.

Kamel L.

### Argentine L'économie s'est contractée de 2,1 % en 2019

L'ÉCONOMIE argentine s'est contractée de 2,1 % en 2019, a annoncé vendredi l'Institut national des statistiques. La troisième économie d'Amérique latine est en récession depuis mi-2018, avec une inflation de plus de 53 % en 2019 et une très forte augmentation de la pauvreté et une hausse du chômage. En 2018, le Produit intérieur brut (PIB) avait déjà connu une baisse de 2,5 %. En décembre 2019, l'économie a reculé de 0,3 % par rapport à la même période l'année précédente. Les secteurs les plus touchés par la contraction économique en décembre 2019 ont été les services financiers (-9,8 %), le bâtiment (-8 %). L'agriculture et l'élevage ont été quasi-stables à -0,1 %. La pêche a, en revanche, connu une croissance de 13,5 %. L'Argentine cherche à renégocier quelque 195 millions de dollars de dette (57 % du PIB) – sur un total de 311 millions de dollars (90 % du PIB) – avec les créanciers privés, ainsi que les organismes multilatéraux et bilatéraux. Le gouvernement du président de centre-gauche Alberto Fernandez estime que son pays ne pourra rembourser ses créances que si le pays retrouve le chemin de la croissance. Mercredi, le Fonds monétaire international (FMI) a estimé que la dette argentine «n'était pas soutenable» et invité les créanciers privés à consentir des remises de dette. Y. N.

Aïn Defla

# Les barrages remplis à hauteur de 44 %

■ Le taux de remplissage des barrages dans la wilaya de Aïn Defla est à hauteur de 44 %, a-t-on appris vendredi du directeur local des Ressources hydriques.

Par Assia Y.

« Le taux de remplissage des cinq barrages que compte la wilaya de Aïn Defla est de 43,93 %, une situation résultant bien évidemment de la baisse de la pluviométrie que connaît la région depuis des mois », a précisé M. Hadjidje.

Il a, dans ce cadre, fait état d'un taux de remplissage de 84 % du barrage de Ghrib, 62 % pour celui de Sidi M'hamed

Bentaiba, 55 % pour Deurder et 40 % pour la retenue d'eau d'Ouled Mellouk, le barrage de Harraza fermant la marche avec un taux de remplissage se situant autour de 20 %.

Le DRE a toutefois noté que « sans la prise en ligne de compte de ce dernier barrage (Harraza), consacré exclusivement à l'agriculture, le taux de remplissage des barrages de la wilaya se situerait autour de 60 % », assurant que la situation actuelle n'a pas affecté l'approvi-



sionnement de la population en eau potable. « Il ne faudrait pas perdre de vue que nous ne sommes pas en Europe, car le

climat seussant à Aïn Defla est continental aride à semi-aride », a-t-il fait remarquer, faisant savoir que les eaux superficielles représentent 28 % seulement de la masse hydrique de la wilaya.

Tout en relevant que la moyenne de la dotation en eau par habitant est estimée à 201 litres/jour, soit plus que la norme fixée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), soit 150 l par habitant/jour, il a mis en exergue l'importance de la lutte contre le gaspillage de cette ressource vitale.

A. Y./APS

Oran

## Des mesures pour en finir avec le phénomène de la montée des eaux dans la zone d'Es-Sénia

Les services de la wilaya d'Oran ont pris, mercredi, des mesures pour mettre fin à la montée des eaux dans la région d'Es-Sénia, à l'effet de réduire la pression exercée sur les canalisations du réseau d'assainissement à partir de la station de refoulement jusqu'à la station de traitement et d'épuration (STEP) d'El Kerma, ont-ils indiqué dans un communiqué. Parmi ces décisions, la réalisation d'une opération de réorientation du réceptacle de la station de refoulement situé sur l'axe routier de la Dhaya, et partant l'allègement de

la pression sur la station de refoulement située sur la route de Misserghine, a-t-on indiqué, soulignant que les travaux seront lancés en début de semaine prochaine pour un délai ne dépassant pas un mois.

En outre, un projet est prévu pour l'aménagement du réseau d'assainissement à haï Mohamed-Boudiaf qui connaît le phénomène de montée d'eaux de manière récurrente, a-t-on fait savoir, notant qu'une enveloppe de 240 millions DA est consacrée à cette opération, financée sur budget de la wilaya et qui figure

parmi les priorités définies pour en découdre avec cette problématique dans la région sus-indiquée et par conséquent alléger, grâce à ces deux opérations, la pression sur les réseaux d'assainissement à hauteur de 60 %. La Direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction envisage également, dans le cadre de ces mesures ayant un « caractère d'urgence », de réaliser une station de refoulement au nouveau pôle urbain « Ahmed-Zabana », à Misserghine pour la connecter à la STEP d'El Kerma, qui permettra, une fois réception-

née, d'alléger la pression qui se trouve dans région d'Es-Sénia.

Ces mesures interviennent en application des instructions données par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de la rencontre gouvernement-walis relatives à l'éradication des points noirs et zones d'ombre, a-t-on souligné.

Le wali d'Oran a présidé, mercredi, une rencontre de coordination consacrée à l'examen de ce casse-tête, indique le communiqué.

Maya H.

Jijel

## 40 nouveaux bus pour renforcer le transport scolaire à travers plusieurs communes

Le parc du transport scolaire de la wilaya de Jijel vient d'être renforcé par 40 nouveaux bus attribués au profit de plusieurs communes, selon les besoins et les priorités, a-t-on appris, mercredi, auprès des services de la wilaya.

L'opération a ciblé 22 communes sur les 28 collectivités locales que compte cette wilaya, selon la même source qui a fait part de l'impact de cette mesure sur « la réduction des souffrances subies par les élèves issus des régions enclavées et montagneuses et l'amélioration de leurs conditions de scolarisation ».

Cette opération permettra aussi l'augmentation des capacités des communes ciblées pour une meilleure prise en charge des élèves des trois paliers scolaires (primaire, moyen et secondaire), a-t-on souligné. Pour sa part, un responsable de la direction locale de l'Education, Mourad Bouteldj, a indiqué dans une déclaration à l'APS que « plusieurs écoles primaires réparties à travers le territoire de la wilaya de Jijel ont bénéficié de laboratoires d'informatiques au profit des élèves scolarisés ». Il a, à ce titre, précisé qu'au moins une école par com-

mune a été équipée en laboratoire d'informatique, « ce qui va permettre de développer les capacités des élèves dans le domaine technologique notamment ».

Le même responsable a ajouté que les communes de Jijel, El Milia et Taher, les plus grandes en matière de densité de la population, ont bénéficié de 4 laboratoires chacune, alors que les autres communes ont bénéficié d'au moins 1 laboratoire équipé en moyens technologiques nécessaires pour le perfectionnement des connaissances des élèves dans ce domaine précis.

Lyes B.

Annaba

## 800 millions de dinars pour la réfection des routes dans les régions isolées

Une enveloppe financière d'une valeur de 800 millions de dinars a été mobilisée pour la réfection des routes pour désenclaver certaines régions isolées de la wilaya d'Annaba, a-t-on appris, mercredi, lors d'une réunion technique consacrée à la présentation des projets en cours relevant du secteur des travaux publics et de la Direction des équipements publics.

L'enveloppe financière dont a bénéficié la wilaya d'Annaba début 2020, était initialement destinée aux projets de réfection et d'entretien des chemins com-

munaux et des routes de wilaya, avant de réaffecter ce budget aux projets de désenclavement des régions isolées, sur décision du wali, Djamel-Eddine Brimi, conformément aux directives centrales portant prise en charge urgente et efficace des besoins des habitants des zones rurales.

Lors de cette réunion, le wali a donné des directives strictes aux responsables locaux afin de déterminer les points à traiter dans toutes les régions enclavées de la wilaya et de se pencher immédiatement sur la problématique de l'accessibilité rou-

tière dans le cadre de ce financement.

Outre le désenclavement et la réfection des routes de ces régions isolées, M. Brimi a souligné la nécessité de coordonner les efforts entre les services des différentes directions de l'exécutif de la wilaya, les chefs de daïra et les présidents des assemblées communales, afin de veiller au développement et à l'amélioration de la qualité de vie des habitants des zones rurales à travers le raccordement aux différents réseaux dans les plus brefs délais.

Plusieurs routes donnant accès à des groupes d'habitations rurales dans les communes de Chetaïbi, El Eulma, Chorfa, Qued Aneb, El Bouni et Sidi Amar, ont besoin d'être rénovées, voire refaites à neuf, a-t-on souligné.

Il est à noter que le réseau routier de la wilaya d'Annaba comprend 131 km de routes nationales, 295 km de chemins de wilaya, 234 km de chemins communaux, un tronçon de 26 km de l'autoroute Est-Ouest, en plus de 115 ouvrages d'art.

R. T.

## Équipement de 66 puits pastoraux en kits solaires dans les régions enclavées

vingt-six puits pastoraux, parmi les 30 programmés, ont été équipés en kits solaires dans les régions enclavées de la wilaya d'Ilizi, a-t-on appris auprès de la Direction locale des services agricoles (DSA). Financée par la Caisse nationale de développement rural, l'opération, qui cible l'équipement de 30 puits dans différentes zones pastorales, a porté jusque-là sur 26 puits dans les communes d'In-ame-nas, Ilizi, Djanet et Bordj El-Haouès, et sera finalisée (4 puits restants) dans le courant du mois de mars prochain, a précisé le DSA, Ahmed Brahimi.

Un financement de 120 millions DA a été consacré à la réhabilitation de puits dans les zones d'Imihrou et Aberber, au titre de la prise en charge des dommages engendrés par les inondations de l'an dernier dans la région et la réponse aux préoccupations des agriculteurs et des éleveurs, a-t-il ajouté. Les services agricoles s'emploient, par ailleurs, à l'aménagement de plusieurs périmètres agricoles et leur équipement en réseaux d'irrigation, dont cinq au niveau de la daïra de Bordj Omar Idriss (nord de la wilaya) et deux autres grands périmètres en bassins et réseaux d'irrigation d'une superficie de 200 hectares, ainsi que la dotation de 68 exploitations en pompes dans la région de Djanet (sud de la wilaya), a indiqué M. Brahimi.

L. O.

Tunisie/Gouvernement

# Fakhfakh reçoit le président de Qalb Tounes

■ Le porte-parole de Qalb Tounes a précisé qu'il « existe des divergences de points de vue » entre les deux parties sur le programme, en particulier concernant la lutte contre la pauvreté et la relance de l'économie.

Par Dila B.

Nabil Karoui a déclaré, à l'issue de la rencontre organisée à l'invitation de Fakhfakh, que « la place de son parti sera dans l'opposition », selon la même source. Le président de Qalb Tounes, Nabil Karoui, a été reçu vendredi par Elyes Fakhfakh, chargé de former le gouvernement, a indiqué le porte-parole du parti, Sadok Jabnoun. La rencontre a porté sur le programme du prochain gouvernement qui sera soumis, mercredi, au vote de confiance du Parlement, a ajouté M. Jabnoun, cité par l'agence de presse, TAP. Le porte-parole de Qalb Tounes a précisé qu'il « existe des divergences de points de vue » entre les deux parties sur le programme, en particulier concernant la lutte contre la pauvreté et la relance de l'économie. Le président de Qalb Tounes, a fait savoir que « probablement, le groupe parlementaire du parti n'accorde pas sa confiance au gouvernement de Fakhfakh », et que « la décision finale reviendra toutefois au conseil national qui se réunira bientôt », a ajouté le porte-parole. Le bureau de presse du Chef du gouvernement désigné a qualifié la rencontre de « positive ». Elle a permis d'insister sur l'importance de la stabilité du pays et la nécessité d'assurer les



meilleures conditions pour la bonne marche du gouvernement, de manière à répondre au mieux et de façon durable aux attentes des Tunisiens. Lors de l'entretien, Elyes Fakhfakh a insisté sur l'importance d'un climat politique basé sur le respect mutuel entre toutes les parties politiques et l'entraide pour l'intérêt du pays.

## Le nouveau gouvernement soumis au vote de confiance mercredi prochain

Le bureau de l'Assemblée des représentants du peuple en Tunisie tiendra mercredi prochain une séance plénière consacrée

au vote de confiance au gouvernement d'Elyes Fakhfakh. M. Fakhfakh a présenté mercredi passé un gouvernement amendé après d'intenses négociations avec le parti d'Ennahdha, principale force du Parlement, qui s'est engagé à soutenir cet exécutif lors du vote de confiance. Le nouveau gouvernement doit obtenir 109 voix sur 217, ce qui nécessite d'importantes négociations étant donné le morcellement de l'Assemblée, où Ennahdha ne compte que 54 sièges. Cette nouvelle liste comprend 32 ministres, dont 7 appartenant à Ennahdha, et confie les ministères régaliens à des personnalités n'ayant pas de lien

direct avec des partis. L'appui d'Ennahdha ouvre la voie à l'approbation de ce gouvernement par le Parlement dans les jours à venir. Après l'échec d'un premier gouvernement en janvier, un nouveau rejet pourrait entraîner une dissolution de l'Assemblée élue il y a quatre mois, et des élections anticipées. Le président Kais Saïed, qui s'est retrouvé au centre du jeu politique après l'échec d'un premier cabinet formé sous la houlette d'Ennahdha, a martelé qu'à défaut d'approbation de l'exécutif présenté par le Premier ministre qu'il a désigné, il dissoudrait l'Assemblée. Il peut le faire à partir du 15 mars, si aucun gouver-

nement n'a été validé d'ici là.

## La députée Imen Bettaieb démissionne du mouvement Amel

A cause de Yassine Ayari, la députée Imen Bettaieb a annoncé, dans un communiqué publié sur son compte Facebook, qu'elle a démissionné du mouvement.

Elle précise que la raison de sa démission reposait sur le comportement de Yassine Ayari, lequel impose son opinion et n'accepte donc pas les opinions différentes. Mais la députée rassure ses électeurs en leur promettant qu'elle ne quitte pas l'Assemblée des représentants du peuple où elle compte travailler en tant qu'indépendante pour représenter Nabeul.

## La position du Courant démocrate sur le projet de loi relatif aux passeports diplomatiques

Dans une publication sur son compte Facebook, le membre du bureau politique de Courant démocrate, Hafedh Yahmdi, a publié ce samedi 22 février 2020, que le parti ne votera pas en faveur de la loi relatif aux passeports diplomatiques et a décidé de s'opposer à ce projet. Le Courant démocrate a appelé d'autres députés à ne pas voter en faveur de ce projet de loi. **D. B.**

## Dossier de la laïcité et du prosélytisme en Mauritanie 14 accusés devant le procureur

La police judiciaire a déferé devant le procureur de la République 14 personnes accusées dans le cadre de différents dossiers qui seraient, selon certaines sources, liés à une enquête menée à propos de deux dossiers, celui relatif à la laïcité et l'autre au prosélytisme.

Les autorités mauritaniennes avaient convoqué quelques personnes dans le cadre d'un dossier

lié à une nouvelle « alliance pour la refondation de l'Etat mauritanien », dont certaines ont été libérées sous caution.

Selon des sources sécuritaires qui ont souhaité garder l'anonymat, il s'agit de deux dossiers distincts qui partagent cependant des similitudes.

Le premier dossier concerne trois personnes interpellées depuis 5 jours, accusées de pro-

sélytisme, alors qu'elles distribuaient des copies de l'Evangile.

Le deuxième dossier concerne un groupe de plus de 5 personnes arrêté pour avoir participé à une réunion politique non autorisée, au cours de laquelle elles ont appelé à une « refondation de l'Etat mauritanien », brandissant le slogan « nous voulons une Mauritanie laïque ». Il s'agit d'une nouvelle organisation diri-

gée par l'ancien administrateur à la retraite Mohamed O. M'Khaitir qui vit en exil.

Cette organisation avait commencé par des discussions sur WhatsApp avant que ses membres ne tiennent des réunions à Nouakchott.

Selon d'autres sources, les enquêtes auxquelles ont été soumises ces personnes ont été axées sur celles qui soutiennent

cette alliance. Dans l'autre dossier relatif au prosélytisme, les enquêteurs voulaient savoir s'il existe un réseau pour cette entreprise dans le pays et recueillir des informations sur des Occidentaux qui ont quitté le pays, accusés d'en être à l'origine et d'en assurer le financement.

L. M.

## Solidarité

# L'Afrique du Sud continuera à exhorter le Maroc à respecter les résolutions de l'ONU sur le Sahara occidental

La ministre sud-africaine des Relations internationales et de la Coopération, M<sup>me</sup> Naledi Pandor, a déclaré que son gouvernement « continuera à exhorter le Maroc à agir en l'honneur des résolutions de l'ONU et de l'Union africaine (UA) » sur le

Sahara occidental pour garantir que la lutte du peuple sahraoui pour sa liberté et son indépendance « reste à l'ordre du jour », rapportent des médias.

S'adressant mardi dernier au Parlement sud-africain, à l'occasion du débat sur l'état de la

nation, M<sup>me</sup> Pandor a présenté les priorités de son gouvernement pour cette année, qui seront caractérisées par la présidence sud-africaine de l'Union africaine (UA) pour l'année 2020.

« L'Afrique a du mal à éliminer complètement les entraves du

colonialisme et de l'esclavage depuis plus de quatre cents ans, le temps presse et nous, en Afrique du Sud, devons utiliser la présidence (de l'UA) pour intensifier les efforts visant à faire réussir le développement et à profiter de l'élan mis en mouve-

ment par les anciens présidents de notre syndicat », a déclaré la ministre sud-africaine, citée par l'agence de presse sahraouie (SPS). Tout en se concentrant sur les priorités clés de l'Afrique, elle a ajouté : « Nous n'abandonnerons pas nos amis et la lutte pour la liberté en Palestine et au Sahara occidental occupés ».

Elle a en outre déclaré que l'Afrique du Sud « s'efforcera de s'attaquer aux causes profondes des conflits tels que la pauvreté, les déficits démocratiques d'égalité et le rôle négatif joué par les intérêts étrangers qui bénéficient de l'instabilité dans les pays africains riches en ressources ».

Ghalia H.

## Territoires sahraouis libérés/Réunion de l'état-major de l'ALPS à la 4<sup>e</sup> Région militaire Brahim Ghali à Mheiriz

Le président de la République, secrétaire général du Front Polisario et commandant suprême des Forces armées, Brahim Ghali, est arrivé jeudi à la 4<sup>e</sup> Région militaire à Mheiriz, dans les territoires sahraouis libérés, pour présider la 3<sup>e</sup> réunion de l'état-major de l'Armée de libération populaire sahraouie (ALPS).

A son arrivée dans la quatrième Région militaire, le président de la République, commandant suprême des Forces armées, a été reçu par le commandant de cette région, Mohamed Oulaida, accompagné des officiers militaires de la quatrième Région militaire, qui ont passé en revue des unités militaires de l'ALPS venues rendre les honneurs

au président de la République.

La réunion de l'état-major examinera les programmes et les plans d'action concernant principalement la préparation de l'Armée de libération du peuple sahraoui, l'évaluation du programme annuel du ministère de la Défense nationale 2020.

SPS



## Afghanistan

## Début d'une trêve historique

■ L'Afghanistan s'est réveillé hier dans l'espoir que la trêve qui débute ce jour et pour une semaine serait appliquée sur le terrain, préalable incontournable à la signature d'un accord entre les Etats-Unis et les talibans.

Par Rosa C.

«**C'**est le premier matin où je peux sortir sans la peur d'être tué par une bombe ou une attaque suicide», a déclaré à l'AFP Habib Ullah, chauffeur de taxi à Kaboul. «J'espère que cela va continuer pour toujours». Qais Haqjo, forgeron de 23 ans, était moins optimiste. «Je pense que les Américains sont en train de s'en-fuir et d'ouvrir la voie pour que les talibans reviennent et gouvernent le pays comme dans le milieu des

années 90», a-t-il dit dans son atelier dans la capitale afghane. Pour lui, «la paix n'arrivera pas dans ce pays». Cette trêve partielle, ou «réduction des violences», est censée démontrer la bonne volonté des insurgés avant la signature, à la fin du mois, d'un accord historique avec Washington, sur un retrait graduel des troupes américaines en échange notamment de garanties sécuritaires. L'objectif américain est notamment d'éviter que l'Afghanistan ne redevienne un repaire de jihadistes, deux décennies après qu'Oussama



PH. &gt; D. R.

Ben Laden y ait conçu les attentats du 11 septembre 2001 commis aux Etats-Unis. L'accord doit aussi mener à l'ouverture de discussions inter-afghanes, visant à décider de l'avenir du pays alors que les talibans ont refusé depuis 18 ans de négocier. La trêve graduelle était censée s'appliquer depuis hier minuit (vendredi 19h30 GMT). L'accord devrait, lui, être paraphé le 29 février, à condition qu'une baisse des attaques soit constatée sur tout le territoire afghan, un préalable exigé par Washington. «Une fois (la baisse des violences) mise en œuvre avec succès, la signature de l'accord entre les Etats-Unis et les talibans devrait aller de l'avant», a déclaré le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, à propos de cette promesse de Donald Trump, qui s'était engagé pendant sa campagne présidentielle de 2016 à retirer l'armée américaine de ce théâtre d'opérations meurtrier et devenu très impopulaire. Le secrétaire américain à la Défense, Mark Esper, a prévenu dans un tweet que si les talibans ne démontrent pas «leur engagement envers une réduction réelle de la violence», les Etats-Unis «restent prêts à se défendre et à défendre leurs partenaires afghans». «Nous nous préparons à ce que la signature ait lieu le 29 février», a précisé M. Pompeo dans un communiqué publié après sa visite en Arabie saoudite. «Après de longues négociations, (les deux parties) ont convenu de signer l'accord finalisé en présence d'observateurs internationaux (...) le 29

février», ont confirmé les talibans dans un communiqué. «Tant les Etats-Unis que les insurgés vont désormais créer une situation sécuritaire adéquate avant cette date», ont-ils poursuivi. «Les forces de sécurité afghanes resteront en état de défense active pendant la semaine», a averti le président afghan Ashraf Ghani dans un discours télévisé. «Les prochaines étapes du processus de paix dépendront de l'évaluation de la réduction de la violence cette semaine», a ajouté M. Ghani, réélu cette semaine pour un second mandat. Moscou a immédiatement salué «un événement important» pour la paix, et l'Otan s'est félicité d'un accord ouvrant la voie à une «paix durable». Un désaccord semble toutefois manifester entre les belligérents. Un porte-parole taliban, Suhail Shaheen, a ainsi tweeté que l'accord verrait «toutes» les forces étrangères quitter l'Afghanistan. Quelque 12 à 13 000 soldats américains sont déployés en Afghanistan, où les Etats-Unis mènent la plus longue guerre de leur histoire. D'autres pays étrangers sont engagés dans le pays. Les talibans ont été chassés du pouvoir en Afghanistan par une coalition internationale menée par les Etats-Unis après les attentats du 11 septembre 2001. Les insurgés, qui gouvernaient à Kaboul depuis 1996, ont ensuite mené une guérilla incessante, qui a tué plus de 2 400 soldats américains et des dizaines de milliers de membres des forces de sécurité afghanes. Selon la Mission d'as-

sistance des Nations unies en Afghanistan (Manua), 3 404 civils ont été tués et 6 989 blessés en 2019. Washington a dépensé plus de 1 000 milliards de dollars pour cette guerre. «Nous avons reçu des ordres de nos dirigeants, nous demandant d'être prêts pour la réduction des violences qui démarrera samedi», a déclaré à l'AFP un taliban du district de Maiwand, dans la province de Kandahar (Sud). Un autre commandant taliban basé à Kandahar, Hafiz Saeed Hedayat, a toutefois affirmé à l'AFP que la diminution des combats ne s'appliquerait qu'«aux villes et aux principales routes». «Cela signifie que peut-être la violence se poursuivra dans les districts ruraux». Une fois cet accord signé, des discussions inter-afghanes doivent s'ouvrir, alors que les talibans refusent depuis 18 ans de négocier avec le gouvernement de Kaboul, qu'ils considèrent comme une «marionnette» de Washington. D'après une source talibane au Pakistan, ces pourparlers devraient démarrer «le 10 mars». De nombreux Afghans ont commencé à se dessiner un avenir de paix sur les réseaux sociaux, avec deux hashtags en d'ari et en pachtoi, les deux principales langues du pays : # Si La Paix Revient et # Quand l'Aura Un Cessez-le-feu. Afghans de tous horizons utilisent ces hashtags pour s'inventer des voyages à pied, à vélo ou en voiture, dans leur pays qui n'a pas connu la paix depuis quatre décennies et l'invasion soviétique de Noël 1979. R. C.



## Commentaire

## Espionnage

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que la campagne des primaires américaines commence à prendre de plus en plus de vitesse, les Etats-Unis sont rattrapés encore et toujours par leur histoire et leur politique qui a poussé les services secrets américains et allemands à espionner la plupart des nations, y compris de nombreux pays alliés. En effet, cet espionnage à grande échelle a duré pendant des années et a touché plus d'une centaine de pays à travers une société suisse spécialisée dans le chiffrement des conversations, ont révélé il y a quelques jours le «Washington Post», la télévision allemande ZDF et la radio-télévision suisse SRF. La société Crypto AG est devenue, après la Seconde Guerre mondiale, le leader sur le marché des équipements de chiffrement, vendant pour des «millions de dollars» son matériel à plus de 120 pays, rapportent les trois médias. Parmi ses clients, on trouve «l'Iran, les juntas militaires d'Amérique latine, l'Inde et le Pakistan, et même le Vatican», explique le quotidien américain. Au total, une centaine de pays, dont des pays européens (Portugal, Italie, Irlande, Espagne) et des membres de l'OTAN, ont utilisé la technologie de l'entreprise suisse. Des clients qui ne connaissaient pas les liens très discrets qu'entretenaient Crypto et le renseignement américain après-guerre. Dès 1960, la CIA et le fondateur de l'entreprise suisse, Boris Hagelin, signent un accord commercial, qui entraîne le versement de 855 000 dollars. Une somme officiellement présentée comme des «dépenses de marketing». Les deux agences de contre-espionnage ont alors pu «triquer les équipements de la société afin de casser facilement les codes que les pays (clients) utilisaient pour envoyer des messages cryptés», expliquent les trois médias. L'opération, nommée «Thesaurus» puis «Rubicon», a été «le coup du siècle» en matière de renseignement, se félicite la CIA dans un rapport de 2004 consulté par les auteurs de l'enquête. Ils ont également eu accès à des documents rassemblés par les services de renseignement allemands en 2008. Ces derniers se sont finalement désengagés de l'accord à partir de la fin des années 1970, et s'en sont totalement retirés au moment de la réunification, transmettant leurs parts à la CIA. L'agence américaine, elle, n'a revendu l'entreprise qu'en 2018. «Crypto avait perdu de son importance sur le marché mondial de la sécurité du fait de la diffusion massive d'une technologie de chiffrement fort dorénavant accessible sur les smartphones», analyse le «Washington Post». Ni la CIA ni le BND n'ont souhaité commenter cette enquête, sans pour autant nier l'authenticité des documents, rapporte le quotidien américain. Plusieurs enquêtes soupçonnaient déjà l'implication des services de renseignement américains dans l'entreprise, mais c'est la première fois que des documents internes de la CIA et du BND attestent de l'existence du projet – et de son ampleur. Ainsi, l'on comprend mieux rétrospectivement le choc d'Angela Merkel en 2013 au moment des révélations d'Edward Snowden, ancien employé de la CIA et de la NSA, qui a révélé les détails de plusieurs programmes de surveillance de masse américains et britanniques, qui visaient notamment la chancelière allemande. Elle a ainsi pris cette nouvelle en y voyant une trahison contre l'alliance de Berlin avec Washington mais également de la CIA contre le BND qui a délaissé les services allemands pour les britanniques. Reste qu'aujourd'hui ces révélations ne suscitent plus beaucoup de surprise et ne font que conforter l'idée très largement répandue que Washington espionne tout le monde, inclut son propre peuple, et reste un allié dont il faut malgré tout se méfier. F. M.

## Capitiaux

## La Côte d'Ivoire émettra en 2020 une euro-obligation de 383,4 millions dollars

La Côte d'Ivoire envisage de mobiliser 383,4 millions de dollars grâce à l'émission d'une euro-obligation en 2020, a annoncé le Premier ministre ivoirien, Amadou Gon Coulibaly. Ce nouvel euro-bond s'inscrit dans le cadre d'une plus grande opération de levée de fonds, consistant pour l'Etat ivoirien à mobiliser un total de 490 milliards FCFA (806 millions dollars) sur le marché financier international cette année. Plus de la moitié du financement, soit 260 milliards

FCFA (428 millions dollars) sera «négociée sous forme de prêts directs auprès des banques», a indiqué le ministre Coulibaly. Ils serviront à financer le déficit budgétaire du pays afin de permettre au gouvernement de financer les projets prévus dans le cadre de son budget général. L'année dernière, le pays avait déjà renoncé à recourir au marché international de la dette pour financer ses projets, en raison de conditions jugées défavorables. Dans le cadre du budget

2020, les autorités avaient néanmoins annoncé qu'elles mobiliseraient 1 492 milliards FCFA (2,4 milliards dollars) sur les marchés financiers, dont 1 002 milliards FCFA (1,6 milliard dollars) sur le marché de l'UEMOA. Notons que c'est la société Rothschild qui conseillera les autorités ivoiriennes sur la nouvelle opération financière. Pour l'instant, aucun détail n'a été fourni quant à la date de lancement de l'opération. R. I.



Du diwan, du rock et du blues, une fusion harmonieuse

# Spectacle de Hasna El Becharia à Ibn Zeydoun

■ La diva du diwan en Algérie, Hassna El Becharia, a animé vendredi soir un spectacle plein de rythmes et d'émotions. Accompagnée par sa formation musicale féminine, l'artiste a revisité les plus belles chansons de ce répertoire musical. Dans une fusion qui mêle le traditionnel au contemporain, l'artiste a présenté une combinaison harmonieuse entre le diwan, le rock et le blues.

Par Abla Selles

Un concert de musique diwan revisité avec des influences rock et blues a été animé vendredi soir, à Alger, par la diva du diwan algérien Hasna El Becharia, accompagnée de sa formation féminine et d'une section d'instruments modernes.

Organisé à la salle Ibn Zeydoun de l'Office Ryad El Feth (Oref), ce concert qui s'est joué devant un public très nombreux, a été une occasion pour Hasna El Becharia de revisiter son répertoire dans une fusion harmonieuse et rythmée, oscillant entre le diwan et les musiques traditionnelles de la Saoura et des influences de rock et de blues.

Pour cette nouvelle version la troupe féminine de Bechar, qui ne compte que des percussions,

un gombri et parfois une guitare, était accompagnée d'une bassiste, un batteur et des guitaristes donnant un rendu world music qui garde son âme authentique.

Avec sa voix digne d'une chanteuse de blues, Hasna, passant avec fluidité du gombri à la guitare, a repris ses plus grands succès sur scène devant un public qui les connaissait déjà par cœur et attendait son concert avec impatience.

Première femme à jouer du gombri en Algérie, Hasna El Becharia avait sorti son premier album «Jazair Djawhara» en 2002 qui avait connu un très grand succès, avant de participer à plusieurs projets comme «Desert Blues» et créer sa première troupe. Plus récemment, elle a initié avec Souad Asla le projet «Lemma Becharia» visant à valoriser le patrimoine musical fémi-



nin de la région de la Saoura (sud-ouest algérien). Une expérience qui s'est soldée par la formation d'une troupe féminine,

l'enregistrement d'un album en 2018 et des tournées dans plusieurs pays d'Europe, dont la France et la Belgique.

Hasna El Becharia a également annoncé la sortie de son nouvel album intitulé «Couleurs du désert». A. S.

## Festival du conte de Larache (Maroc)

### Le conteur Mahi Seddik représente l'Algérie

Le conteur professionnel et auteur algérien, Mahi Seddik, prendra part au 3<sup>e</sup> Festival international du conte de Larache, près de Tanger (nord du Maroc), prévu du 23 au 26

février, indiquent les organisateurs. Habitué des rondes populaires et du théâtre de la «Halqa», Mahi Seddik sera convié à présenter des contes puisés dans le patrimoine oral algérien, particu-

lièrement du Grand Sud. Des artistes et conteurs en provenance du Maroc, de Tunisie du Congo et de France, prendront part à cette manifestation placée sous le signe de «l'art de l'oralité

et promotion du patrimoine culturel immatériel». Organisé par l'association «Les amis de la médiathèque Abdessamad-Kenfaoui», en collaboration avec le ministère marocain de la

Culture, le Festival international du conte de Larache vise à préserver le patrimoine immatériel conté, en favorisant l'échange culturel. Natif de Sidi Bel-Abbès, Mahi Seddik, qui a suivi une formation dans le 4<sup>e</sup> art s'attache depuis plusieurs années à promouvoir et à revivifier la tradition orale, disparaît, des Goual (conteurs). En 2019, Mahi Seddik a publié son premier recueil de contes algériens intitulé «Moula Moula et d'autres contes», qui sera présenté lors de ce festival. Le conteur a animé ces dernières années, à la faveur des festivals organisés à travers l'Algérie, de nombreux espaces et ateliers consacrés au conte populaire et assuré des cycles de formation en Tunisie et aux Emirats arabes unis. M. K.

## Mousses Cities

### L'Algérie à l'honneur à Bruxelles

L'Algérie et en particulier l'art algérien était à l'honneur à Bruxelles du 20 au 22 février courant et ce, dans le cadre du Mousses Cities. Le festival annuel Mousses Cities (Bruxelles) s'intéresse chaque année à une métropole de la région MENA. Après Beyrouth, Casablanca ou encore Damas, c'est cette année au tour d'Alger d'être à l'honneur et ce, les 21 et 22 février.

Une pièce de théâtre, une installation d'art ainsi qu'une conférence seront au program-

me du Kaaistudio's. L'artiste Yasmine Reggad présentera «We dreamt of utopia and woke up screaming», un projet de recherche à long terme qui prend pour point de départ les émissions radiophoniques des mouvements de libération basés en Algérie dans les années 60 et 70.

Côté théâtre, la pièce «Fièvres» sera présentée les 21 et 22 février à 20h30. Elle conte l'histoire des petits ruisseaux qui ont conflué en une puissante rivière pour enfin provo-

quer le courant de révolte populaire de février 2019 en Algérie. L'accès au spectacle est à 12 euros.

Enfin, l'architecte et urbaniste Halim Faïdi présentera, le 22 février à 15h, une conférence autour du passé et l'avenir de La Casbah d'Alger. Tous les événements mentionnés ci-dessus se dérouleront à la galerie Kaaistudio's, sise 81, Rue Notre Dame du Sommeil, 1000, Bruxelles.

R. C.

## Cinéma

### Le tournage d'«Astérix et Obélix» en Chine n'a pas été annulé

Les conséquences de l'épidémie du coronavirus sont nombreuses et ce, dans tous les domaines. Un article du site Closer, publié ce mardi 18 février, avance ainsi que le tournage de «Astérix et Obélix : l'Empire du milieu», prévu en Chine a été annulé à cause du contagieux

virus. «Les producteurs de ce volet ne veulent en effet faire courir aucun risque à leurs équipes, étant donné la virulence du virus», assure le magazine. Contactées par Le HuffPost, Les Productions du Trésor assurent pourtant que le «tournage est maintenu», dénonçant de «fausses informa-

tions». Dans un communiqué publié dans l'après-midi, la société précise que le tournage «débutera le 15 juin et pour 70 jours», ajoutant que «les prises de vues en Chine sont prévues en septembre». Les producteurs y ajoutent l'expression de «leur soutien et leur solidarité au peuple chinois qui vit des moments difficiles». Début novembre, le cinéaste Guillaume Canet avait accompagné Emmanuel Macron dans un déplacement officiel en Chine, parmi d'autres personnalités du monde de la culture. «Astérix et Obélix : l'Empire du milieu» doit en effet être tourné en partie en Chine avec notamment des artistes chinois. Et le tournage est bien maintenu, nous confirment Les Productions du Trésor. Au micro de RTL, Guillaume Canet confiait : «C'est

une occasion rêvée, cela peut être un accélérateur de toute une série d'autorisations de tournages, qui peuvent être compliquées. Participer à cette délégation nous permet sûrement d'être plus convaincants et rapidement, car on voudrait tourner cet été». Ce nouveau volet des aventures d'Astérix et Obélix au cinéma est attendu en salles courant 2021. Le scénario, écrit par Philippe Méchelen et Julien Hervé («Les Tuche», «Le Doudou»), est une histoire originale racontant l'aventure des deux célèbres Gaulois en Chine. Dans une photo publiée par le réalisateur sur Instagram, on apprend qu'il enfile le costume d'Astérix tandis que son complice Gilles Lellouche sera Obélix.

D. R.

Prévu pour le 27 février

### Wary Nichen en représentation à Alger

L'HUMORISTE WARY NICHEN sera en représentation à Alger le 27 février prochain et ce, à l'Opéra Boualem-Bessaih. Cette fois-ci, c'est la bonne ! Alors qu'il était annoncé à la même période l'an passé, avant de voir l'événement être reporté, Wary Nichen devrait bel et bien être présent le 27 février à l'Opéra d'Alger. L'artiste se produira pour la première fois en Algérie à l'initiative de StandUp DZ, nouveau concept qui mettra en avant les talents humoristiques du pays. Pour assister au spectacle «Nomade 2.0», comptez 3 000 DA le billet d'entrée. Ce dernier est disponible au guichet de l'Opéra, mais aussi au siège de StoS Travel (Ben Aknoun) et Pepper (Sidi Yahia). Aroma Café (Centre Commercial de Bab Ezzouar) et le Circuit (Sidi Yahia) sont également des points de vente.

## AGEND'ART

Cercle Frantz-Fanon de Riadh El-feth (El-Madania, Alger)

Jusqu'au 29 février :

Exposition d'arts plastiques «Diptysmes... la connivence se fait art» d'Amel Kamilia Hamidou et Samira Merabet. Tarif d'entrée : 800 DA.

Galerie d'art de l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih (Ouled Fayet, Alger) Jusqu'au 10 mars :

Exposition «Inspiration» de l'artiste-peintre Fatma-Zohra Bouaouni.

Salle Ibn-Zeydoun de Riadh El-Feth (El-Madania, Alger) Mardi 26 février à partir de 19h :

L'ambassade du Japon présente un concert de musique traditionnelle par les artistes M<sup>me</sup> Hara Yoshika et M<sup>me</sup> Kojima Yuko, membres du groupe Wagaku-Miyabi.

Coupe arabe des nations (Gr. C / 2<sup>e</sup> j)

## L'EN U20 défait la Palestine

LA SÉLECTION algérienne de football des moins de 20 ans (U20) s'est imposée face à son homologue palestinienne sur le score de 1 - 0, mi-temps (1-0) vendredi à Dammam, dans le cadre de la 2<sup>e</sup> journée (Gr. C) de la Coupe arabe des nations de la catégorie qui se déroule en Arabie saoudite (17 février - 5 mars). L'unique but de la rencontre a été inscrit par Merouane Zerrouki (5') pour l'Algérie. C'est la première victoire des Algériens dans le tournoi après avoir essuyé une lourde défaite mardi dernier lors de la première journée face à l'Egypte sur le score sans appel de 4-1. Dans l'autre match du groupe C, les sélections d'Arabie saoudite et d'Egypte se sont neutralisées sur le score de 2-2. A l'issue des rencontres de la deuxième jour-

née, l'Arabie saoudite et l'Egypte sont en tête du groupe C avec 4 points, devant l'Algérie (3 pts). La Palestine ferme la marche (0 pt). Lors de la troisième et dernière journée prévue aujourd'hui, la sélection algérienne est condamnée à battre l'Arabie saoudite pour se qualifier pour les quarts de finale. L'autre rencontre mettra aux prises l'Egypte et la Palestine. Les deux premiers se qualifient pour les quarts. Seize pays scindés en quatre groupes de quatre prennent part à cette compétition qui se déroule dans trois villes saoudiennes : Ryadh, Dammam et El Khobr. Les demi-finales auront lieu le 2 mars, soit trois jours avant la finale programmée au stade de l'Emir Mohamed Ben Fahd à Dammam.

Boxe / Tournoi pré-olympique (2<sup>e</sup> journée)

## Fatima-Zahra Senouci passe

LA PUGILISTE algérienne Fatima-Zahra Senouci (57 kg) s'est qualifiée vendredi soir pour les quarts de finale du Tournoi pré-olympique qui se déroule actuellement dans la capitale sénégalaise Dakar, en battant la Malgache Marie Madeleine Rasoarino, par arrêt de l'arbitre au début du deuxième round. En quart de finale, prévu demain 24 février, Senouci sera opposée à la Botswanaise Kenosi Sadie, qui elle a été exemptée du premier tour de cette compétition, réservée à la zone Afrique, et qui sera qualificative aux Jeux Olympiques de l'été 2020 à Tokyo (Japon). Le tournoi a débuté jeudi à Dakar (Sénégal), où il se poursuivra jusqu'au 29 février courant, avec la participation de 33 boxeurs (22 messieurs et 11 dames). Cette deuxième journée de compétition verra l'entrée en lice d'un deuxième Algérien, Abdelli Yahia, qui affrontera le Sénégalais Mamadou Matar chez les 63 kilos (messieurs) pour le compte des 16<sup>e</sup> de finale. En cas de qualification en 8<sup>e</sup> de finale, Abdelli sera opposé aujourd'hui au Botswanaise Seishiro Kabo Collen, qui, lui, a été exempté de ce premier tour. Un peu plus tôt dans l'après-

midi, l'Algérienne Sara Kali a été éliminée en 8<sup>e</sup> de finale des 69 kg, après sa défaite aux points contre l'Ivoirienne Sedja Sanogo. Pour sa part, Mohamed Flissi, exempté des 16<sup>e</sup> de finale de la catégorie des 52 kg, affrontera aujourd'hui en 8<sup>e</sup> de finale, le Congolais Doudou Ilunga Kabange, vainqueur aux points face à Andrianarivelo Marco (Madagascar), jeudi soir, lors des 16<sup>e</sup> de finale. Flissi connaît bien son adversaire, pour l'avoir déjà battu en septembre dernier aux Mondiaux-2019 à Ekaterinbourg en Russie, sur le score de 5-0. En cas de qualification, Flissi croisera les gants avec le vainqueur de l'autre 8<sup>e</sup> de finale, entre Thomas Nestor Kemondj (Namibie) et l'Angolais Kembo Miguel, tous deux exemptés du premier tour. Dans la catégorie des 75 kg, l'Algérien Nemouchi Younes, exempté du premier tour, en découvrira aux 8<sup>e</sup> de finale avec l'Angolais Edwardo-Zola Daniel, tombeur du Sénégalais Ndiaye Pape Mamadou, aux points, jeudi en soirée. En cas de succès, Nemouchi aura sur sa route, en quarts de finale, le vainqueur du combat entre Badjie Foday Bangura (Gambie) et Jean-Luc David Rosalba (Maurice).

# Les présidents se sont rétractés Quel sort pour les clubs dits déficitaires ?

■ *Le bras de fer opposant les clubs de la Ligue II et quatre clubs de la Ligue I avec les instances du football a été remporté pour une première manche par ces dernières, étant donné que les présidents de clubs se sont rétractés et ont décidé de ne pas boycotter la 20<sup>e</sup> journée de la LII.*



Medouar et Lahlou en opposition

Par Mahfoud M.

Ainsi, la Ligue II s'est déroulée le plus normalement du monde hier. La LFP a précisé que les clubs pouvaient jouer même sans les licences, étant donné que certains avaient trouvé la parade pour garantir le boycott en tentant de rassembler toutes les licences des joueurs des 16 clubs de la Ligue II. Le président de la LFP, Abdelkrim Medouar, pour caser ce mouvement de protestation, a décidé de laisser jouer les clubs sans ce document d'habitude exigé pour permettre

le déroulement des rencontres. Les clubs dits déficitaires ont déclaré qu'ils ne se désisteront pas pour autant et continueront à lutter pour demander une solution à leur problème, à savoir le manque de financement par rapport à d'autres formations qui bénéficient du soutien de sociétés nationales. Ces présidents de clubs ont avoué qu'ils n'acceptaient pas ce deux poids deux mesures, et qu'il fallait trouver une solution en urgence à ce problème, surtout qu'ils n'arrivent plus à prendre en charge leurs clubs, en payant les salaires des joueurs, en plus des autres frais de transport et les mises au vert dans les différents hôtels à la veille de chaque

rencontre du championnat. Le porte-parole du NAHD qui a été chargé de la mission de déposer les licences à la LFP, a souligné qu'il fallait trouver une solution d'urgence à ce conflit qui perdure et que les clubs ont droit à une aide des autorités, vu que l'avenir de ces clubs et du football algérien sont en jeu. Il est clair que ces clubs tenteront de trouver une autre solution pour régler cet épineux problème, surtout que les dettes s'accumulent auprès de la commission de règlement des litiges qui a interdit à de nombreux clubs le recrutement lors du dernier mercato, mais cela ne règle rien au problème.

M. M.

Judo/Grand Slam de Düsseldorf

## Trois athlètes ont déjà plié bagage

TROIS DES sept judokas algériens engagés dans le Grand Slam de Dusseldorf, Faiza Aïssahine et Meriem Moussa chez les dames et Waïl Ezzine chez les messieurs, ont été éliminés vendredi, au premier jour de cette prestigieuse compétition, qui se déroule du 21 au 23 février 2020 en Allemagne. Aïssahine a été sortie dès son entrée en lice chez les moins de 52 kilos, après sa défaite contre la Portugaise Joana Ramos. Une élimination par Ippon après seulement trois minutes de combat, alors que sa compatriote Meriem Moussa, également engagée chez les moins de 52 kilos, avait commencé par remporter ses deux premiers combats, respectivement contre la Moldave Cristina Blanaru et la Thaïlandaise Kachakorn Warasiha, avant de se faire éliminer par l'Espagnole Ana Box Perez. Pour ce qui est de Waïl Ezzine, il a subi le même sort qu'Aïssahine, puisqu'il a été sorti dès son entrée en lice, après sa défaite contre le Géorgien Vazha Margvelashvili. Les autres représentants algériens dans cette com-

pétition sont : Fethi Nourine (-73 kg) et Lyès Bouyacoub (-100 kg) chez les messieurs, et Belkadi Amina (-63 kg) et Sonia Asselah (+78 kg) chez les dames. Ils devaient faire leur entrée en lice hier, lors de la deuxième journée de compétition, à commencer par Belkadi et Nourine, qui seront respectivement opposés à la Danoise Laerek Olsen et le Moldave Victor Sterpu. Une entrée en lice directement au deuxième tour, car Belkadi et Nourine ont été exemptés du premier tour. Pour sa part, Lyès Bouyacoub débute contre le Polonais Kacper Szczurowski, alors que Sonia Asselah sera opposée à la Togolaise Essohanam Koro. Au total, 670 judokas (401 messieurs et 269 dames), représentant 116 pays, participent à cette compétition. Avec 54 judokas engagés (28 messieurs et 26 dames) l'Allemagne est le pays le mieux représenté, au moment où certaines nations, comme le Pakistan, le Liban, ou encore le Guatemala n'ont engagé qu'un seul représentant.

NA Hussein-Dey

## Naoufel Khacef signe à Bordeaux

L'international espoir algérien du NA Hussein-Dey (Ligue 1), Naoufel Khacef, s'est officiellement engagé, à titre de prêt, avec les Girondins de Bordeaux, a annoncé le club de Ligue 1 française de football. «Naoufel Khacef (22 ans) a signé son contrat ce vendredi, sous la forme d'un prêt jusqu'à la fin de la saison actuelle, avec option d'achat qui a été incluse dans le contrat. Cet espoir du football algérien, intègre le FC Girondins de Bordeaux afin de poursuivre sa progression. Il sera intégré à l'effectif de l'équipe réserve évoluant en N3 et dirigée par Manu Giudicelli, Matthieu Chalmé et

Jaroslav Plasil», précise le club aquitain sur son site officiel. Le natif de Kouba a gravi les échelons dans les différentes sélections algériennes de jeunes. Il a participé à deux rencontres en U21 et en a disputé six avec les U23. En Championnat d'Algérie de Ligue 1, le défenseur algérien a disputé 60 matches, marqué six buts et délivré sept passes décisives. «Le FC Girondins de Bordeaux est très heureux d'accueillir un jeune joueur aussi prometteur. Nous lui souhaitons de s'épanouir pleinement en Gironde et sur les terrains avec le maillot au Scapulaire», a conclu le club français.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Foot/ Dettes des clubs professionnels

## La FAF évoque «une baisse très sensible»



LA FÉDÉRATION algérienne de football (FAF) a relevé avec «satisfaction» une baisse «très sensible» des dettes des clubs professionnels, à l'exception de l'USM Bel-Abbès (Ligue 1).

«Les membres du BF ont pris acte avec beaucoup de satisfaction de la baisse très sensible des dettes des clubs professionnels qui, mis à part l'USM Bel-Abbès faisant toujours face à une situation bien compliquée, ont consenti d'énormes efforts pour atténuer ce chapitre qui a longtemps pesé sur leur fonctionnement», a indiqué l'instance fédérale, dans les principales conclusions de la réunion du Bureau fédéral, tenue jeudi à Sidi Moussa (Alger), sans avancer le moindre chiffre sur cette baisse. En janvier dernier, la Ligue de football professionnel (LFP) avait indiqué que les formations du NA Hussein-Dey et de l'USM Bel-Abbès étaient interdites de recrutement lors du précédent mercato d'hiver, avant que cette sanction ne soit levée pour le Nasria et maintenue pour la formation de la «Mekerra». Par ailleurs, les membres du BF ont soutenu l'idée de la création d'un syndicat pour les joueurs professionnels en activité «afin de prendre en charge leurs préoccupations socioprofessionnelles».

La FAF s'est engagée «à accompagner ce projet de création d'un syndicat légalement constitué dont le rôle sera important dans le futur paysage du football professionnel en Algérie», a-t-elle conclu.

«Les pouvoirs publics s'engageant à prendre en charge les doléances des clubs» Les pouvoirs publics se sont engagés à prendre en charge les doléances des clubs professionnels sur le plan financier «pour une sortie de crise», trois jours après la décision de la majorité

des pensionnaires de Ligue 2 de boycotter la 20<sup>e</sup> journée, prévue samedi (hier), a annoncé la Fédération algérienne de football (FAF) sur les réseaux sociaux.

«Le BF (Bureau fédéral) a pris acte de la décision de la Ligue de football professionnel (LFP) de ne pas reporter la 20<sup>e</sup> journée du championnat de Ligue 2 professionnelle, suite à la demande des clubs de cette division réunis la semaine dernière pour examiner la situation financière difficile qu'ils vivent», après les «engagements des pouvoirs publics de prendre en charge leurs doléances pour une sortie de crise», a indiqué, hier, l'instance fédérale dans les principales conclusions de la réunion du Bureau fédéral, tenue jeudi à Sidi-Moussa (Alger).

Réunis mercredi à Alger, 14 clubs sur les 16 de la Ligue 2, soutenus par 7 clubs de Ligue 1, ont décidé de boycotter la 20<sup>e</sup> journée en raison de la crise financière que traverse la majorité des équipes depuis le début de la saison. Invité à réagir sur cette situation, le président de la LFP, Abdelkrim Medouar, s'est dit vendredi «persuadé» que les clubs de Ligue 2 «vont revenir à la raison» et disputer cette 20<sup>e</sup> journée. «Je suis persuadé que les présidents des clubs vont faire preuve de sagesse et revenir à la raison, en disputant cette journée à sa date initiale.

Les dirigeants de ces équipes privilégient avant tout l'intérêt de leurs clubs», a indiqué le premier responsable de l'instance dirigeante de la compétition sur les ondes de la Radio nationale.

Aux dernières nouvelles, plusieurs clubs de Ligue 2 ont fait machine arrière et décidé de ne pas boycotter cette journée, dont les matchs débutent à partir de 15h00.

Racim S.

Asphyxie au monoxyde de carbone

## Deux adolescentes décédées à Aflou

DEUX adolescentes sont décédées suite à l'inhalation du monoxyde de carbone émanant d'un chauffage dans leur domicile à Aflou (110 km au nord de Laghouat), a-t-on appris, hier, auprès des services de l'hôpital Abdelkader-Bejara. Les corps des deux sœurs (14 et 18 ans)

ont été déposés à la morgue de la même structure de santé, selon la même source. Le nombre de décès par intoxication au monoxyde de carbone s'élève, après cet incident, à huit morts, depuis octobre 2019, selon les statistiques de la Protection civile.

## 22 février journée nationale De la fraternité et de la cohésion



konis

Djalou@hotmail.com

5e édition du Rallye autos-motos des «Béchariettes»

## Une trentaine de participantes attendues à Béchar

■ Une trentaine de participantes prendront part à la cinquième édition du Rallye féminin autos-motos «Béchariettes», prévue le 29 février, a-t-on appris, hier, auprès de l'association organisatrice.

Par Slim O.

«Cette manifestation sportive, qui sera organisée à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la femme (8 mars) et à laquelle prendront part deux participantes issues de la wilaya d'Alger, est dédiée aux femmes conductrices de différents types de véhicules légers, camions et autocars», a précisé à l'APS la présidente de l'association locale pour la revivification du style patrimonial à Béchar. «Depuis la création de ce rallye, nous voulons, au titre de la Journée internationale de la femme, mettre en avant, les activités des femmes dans le secteur des

sports mécaniques et transports ainsi que leur savoir-faire dans ces domaines», a souligné M<sup>me</sup> Rabia Boughazi. «Aussi, cet événement qui a reçu peu d'aides et de soutien des instances chargées de la promotion des activités féminines et sportives, constitue un espace festif et de promotion du produit touristique», a-t-elle signalé. «Cette compétition sportive conviviale, exclusivement réservée aux femmes de diverses catégories d'âges, a pour but aussi de mettre en relief la nécessité du respect du code de la route, des règles saines de conduite, et l'ensemble des consignes et orientations en matière de circulation routière, et ce, avec l'aide et la contribution des services concernés, notam-

ment la sûreté de wilaya», a ajouté M<sup>me</sup> Boughazi. «Notre association féminine qui active dans le domaine de la préservation du patrimoine culturel et social de la Saoura, a mobilisé ses moyens humains et logistiques pour l'organisation de ce rendez-vous sportif», a-t-elle assuré. La cinquième édition du rallye des «Béchariettes» est prévue sur un parcours de 60 km entre Béchar et la commune frontalière de Mougheul (nord de Béchar). Un programme d'activités culturelles et artistiques est aussi prévu à l'occasion de ce rallye, que les organisateurs souhaitent voir un jour devenir une manifestation nationale.

S. O./APS

Souk Ahras

## Saisie de 5 000 comprimés psychotropes

Les éléments de la brigade de Recherche et d'intervention (BRI) de la sûreté de wilaya de Souk Ahras ont démantelé deux groupes de malfaiteurs spécialisés dans le trafic de substances psychotropes, et saisi 5 000 comprimés de ce type, a indiqué hier un cadre de ce corps de sécurité. Six individus, âgés entre 28 et 40 ans, ont été arrêtés suite à la conclusion d'un marché de vente d'une quantité considérable de comprimés psychotropes entre les deux groupes dans un quartier du

chef-lieu de wilaya, a précisé le chargé de l'information et de la communication, le lieutenant Hamza Sassi. Agissant sur informations portant sur des activités de deux groupes criminels, les éléments de la brigade sont parvenus, après l'exploitation optimale des informations et la mise en place d'un plan rigoureux, à mettre hors état de nuire ces trafiquants, qui étaient à bord de trois véhicules, a expliqué le responsable. La perquisition des véhicules a permis la découverte de pas moins de 5 000 compri-

més psychotropes en provenance de la bande frontalière Est, a-t-on ajouté. Deux dossiers judiciaires ont été établis à l'encontre des mis en cause pour formation de réseaux criminels spécialisés dans le transport, l'offre et le trafic de substances psychotropes avec l'utilisation d'un moyen de transport, selon l'officier. Les personnes impliquées dans cette affaire ont été présentées devant le tribunal de Souk Ahras et mises sous mandat de dépôt, a signalé le représentant de ce corps sécuritaire.

Y. N.